



## Au Liban, fragile domination syrienne

### CONVAINCRE

***Etat « terroriste » naguère pour Washington, la Syrie est devenue un important «allié» dans la guerre du Golfe. Les puissances occidentales ont accepté de fermer les yeux sur l'emprise de Damas sur le Liban où un calme relatif s'est instauré. Le jeu syrien peut-il durer ? Les atouts du président Hafez El Hassad demeurent précaires et il ne peut plus compter sur l'aide militaire soviétique.***

**S**OUSTRAITE aux projecteurs de l'actualité, la crise libanaise paraît de prime abord dépassée. Pourtant, bien que le pays jouisse depuis quelques mois d'un calme relatif, il serait prématuré de conclure à la fin de la guerre qui, depuis près de seize ans, a pris des formes si diverses.

La tranquillité actuelle du Liban — à l'exclusion de la partie méridionale du pays — résulte de l'extension de l'autorité de l'État à ce qu'on appelle le Grand Beyrouth, à la suite de l'assaut de l'armée syrienne contre les troupes du général «rebelle» Michel Aoun, le 13 octobre 1990. Dans cette zone, qui englobe la capitale et sa grande banlieue mais aussi certaines localités de la montagne et la route Beyrouth-Damas jusqu'à Zahlé (ville natale du président Elias Hraoui), à quelques kilomètres de la frontière syrienne, la sécurité paraît assurée. L'armée, reprise en main par des officiers légalistes et encadrée par l'armée syrienne, y est déployée. La circulation ne rencontre plus d'entraves, y compris entre les deux secteurs, musulman et chrétien, de Beyrouth où les «points de passage» ont tous été rouverts. Les services publics retrouvent un semblant de normalité, bien qu'avec beaucoup de retard pour la distribution d'eau et d'électricité. Sur le plan politique, l'Etat a retrouvé son unité institutionnelle, après deux années de coexistence tumultueuse entre deux pouvoirs concurrents se réclamant chacun de la légalité<sup>1</sup>. Mieux, l'adoption et la ratification des amendements constitutionnels prévus par l'accord de Taëf (novembre 1989) ont amené les dirigeants libanais à parler de la naissance d'une seconde République dont le

---

<sup>1</sup> Lire Alain Gresh, « Le Liban au miroir des déchirements arabes », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.



fonctionnement répondrait aux revendications des élites politiques musulmanes sur le partage du pouvoir.

Derrière ce tableau optimiste se dessine une réalité plus inquiétante. Outre les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'offensive des troupes de Damas contre le général Aoun, notamment l'usage de l'aviation, le comportement des soldats syriens et de leurs alliés dans les heures et les jours qui ont suivi cet assaut n'est pas de nature à résorber les sentiments de haine et de rejet qui ont tant alimenté la guerre. Bien au contraire, les exactions rappelaient fâcheusement les agissements qui, en 1982, avaient marqué l'arrivée dans la montagne du Chouf de la milice chrétienne des Forces libanaises à la suite de l'armée israélienne et provoqué la relance de la guerre civile quelques mois plus tard.

Les manifestations d'affairisme et de népotisme, dont l'ampleur rappelle le règne catastrophique de l'ancien président Frangié (1970-1976), à la veille de la guerre civile obèrent encore les possibilités d'un redémarrage de l'économie, freiné par la crise du Golfe.

Enfin, la Syrie elle-même n'a pas manqué de souligner, à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement en décembre dernier, qu'elle tient le pouvoir libanais dans une position de subordination totale. La désignation du président du conseil, M. Omar Karamé, fut annoncée par la presse syrienne avant même que son prédécesseur, M. Selim Hoss, eût proposé sa désignation et avant la tenue des consultations parlementaires.

La composition du gouvernement devait encore renforcer cette impression puisque les trois postes-clés de la défense, de l'intérieur et des affaires étrangères étaient confiés à des amis sûrs de Damas.

D'autres proches de la Syrie figurent également, au gouvernement, notamment M. Elie Hobeika, ancien commandant des Forces libanaises, chassé des régions chrétiennes après le rejet de l'accord tripartite de 1985 (signé avec Amal et avec le parti de M. Joubblatt) ; M. Assaad Hardan, artisan de l'alignement du Parti syrien nationaliste et social sur Damas au détriment des tendances pro-palestiniennes de cette formation; M. Sleiman Frangié, petit-fils de l'ancien président du même nom, allié constant de la Syrie depuis 1976 ; et, pour la première fois, le secrétaire général du Baas pro-syrien au Liban, M. Abdallah Al Amine ; sans parler de M. Nabih Berri, chef de la milice Amal, qui, au moins, dispose d'une certaine représentativité au sein de la communauté chiite. Enfin, le chef du gouvernement lui-même, M. Omar Karamé, pâle héritier de son frère aîné, Rachid Karamé — lequel, malgré sa fidélité constante à la Syrie, avait maintenu jusqu'à son assassinat en 1987 un sens profond de l'État, — ne semble pas avoir la stature nécessaire pour affirmer son autorité.



L'emprise de la Syrie connaît néanmoins quelques limites. La première tient à la réticence qu'opposent à sa politique le parti phalangiste et la milice des Forces libanaises, dont elle fut à l'origine une émanation avant de le phagocyter. Leurs chefs, respectivement MM. Samir Geagea et Georges Saadé, ont en effet refusé de siéger au gouvernement, jugeant sa composition nettement déséquilibrée et se plaignant de n'avoir pas reçu une juste rétribution pour leur contribution à l'éviction du général Aoun. Sans doute les Forces libanaises sont-elles discréditées dans l'opinion chrétienne en raison de leur conflit avec ce dernier, mais elles contrôlent toujours une enclave importante dans le Liban central (les régions de Kesrouan et de Jbeil) et ont maintenu une infrastructure à Beyrouth-Est. Elles sont aussi susceptibles de rétablir à tout moment, si ce n'est déjà fait, la filière israélienne qui les a longtemps alimentées en armes. Enfin, la démission, en janvier 1991, de M. Walid Joumblatt, ministre d'Etat et chef du Parti socialiste progressiste et de la communauté druze, sonne comme un désaveu de la Syrie.

L'absence d'adhésion populaire au projet qui se met en place est surtout perceptible parmi les chrétiens. Certes, la population, recrée d'épreuves et comme sonnée par l'offensive syrienne du 13 octobre, n'aspire qu'à la paix ; elle ne peut que se féliciter de la liberté de circulation retrouvée à l'intérieur du Grand Beyrouth. Mais les signes persistants de fidélité à M. Michel Aoun, aussi modestes soient-ils, n'en sont que plus révélateurs. Après la reddition bien peu glorieuse du général, on aurait pu s'attendre à ce qu'il soit vite oublié et renié, d'autant qu'il ne peut pas s'exprimer publiquement dans son asile de l'ambassade de France. Apparemment, il n'en est rien, et la chancellerie française a été submergée par les milliers de cartes de vœux et de petits cadeaux qui lui ont été adressés. Si de telles manifestations n'ont évidemment pas une portée politique décisive, leur signification n'est pas à négliger, surtout s'il se confirme que la reprise en main de l'armée par les officiers légalistes et, à travers eux, par Damas, se heurte à des résistances, pour l'heure non violentes, dans certaines casernes.

L'absence d'adhésion populaire à l'hégémonie syrienne se perçoit aussi dans les milieux musulmans par des gestes de solidarité avec l'Irak que la guerre du Golfe a suscités : c'est d'ailleurs la seule attitude politique qui soit partagée par une majorité de Libanais, musulmans et chrétiens. A l'université américaine de Beyrouth, une grève a ainsi réuni les partisans du Hezbollah et ceux du général Aoun avant d'être brisée par les services de renseignement syriens<sup>2</sup>. L'approche de

---

<sup>2</sup> *Politis*, 31 janvier 1991.



l'échéance du 15 janvier a pesé sur l'attentisme observé par les Forces libanaises et le parti phalangiste à l'égard du gouvernement, ainsi que sur la dissidence de M. Joumblatt. En outre, les attentats perpétrés contre les intérêts des pays de la coalition soulignent que le contrôle syrien n'est pas exempt de failles. Or les plus petits signes d'insécurité ne se résorbent que très difficilement et ont tendance, de proche en proche, à connaître une croissance exponentielle.

La domination syrienne est aussi fragilisée par la permanence d'un foyer de tension dans le sud du pays où se font face Israël, qui occupe toujours une partie du territoire libanais (la zone dite de sécurité), et l'OLP, qui contrôle une enclave autour des camps de réfugiés palestiniens de Saïda et de Tyr. On se souvient d'un précédent inquiétant : après la fin de la guerre de deux ans (1975-1976), c'est du sud du Liban que la violence s'était propagée et avait déstabilisé une première fois l'ordre syrien. Damas tente bien de résorber partiellement cette source de troubles en dépêchant au Sud des unités de l'armée libanaise, mais il est douteux que cela soit d'une grande efficacité. Israël, qui n'a manifesté aucune intention de se retirer, voit d'un mauvais œil ce déploiement. Quant à l'OLP, elle a plus que jamais besoin, à l'heure où tant de voix s'élèvent pour réclamer sa mise à l'écart, d'une assise territoriale, aussi petite soit-elle. Elle dispose d'ailleurs de l'appui de la milice libanaise qui contrôle la ville de Saïda, et son « territoire » est adossé à la zone d'implantation militaire du Hezbollah, lui aussi rétif à l'hégémonie syrienne.

Depuis quinze ans, la politique syrienne au Liban a connu bien des fluctuations, mais elle ne peut se comprendre que dans sa dimension régionale. La principale constante réside dans la volonté d'endiguement de l'OLP, qui a pu aller à certains moments, comme en 1976, puis en 1983, jusqu'à des tentatives de prise de contrôle de la politique palestinienne. Deux conséquences « opérationnelles » ont découlé de ce choix. D'abord une coopération avec les Etats-Unis, malgré l'alliance officielle entre la Syrie et l'Union soviétique ; en dépit d'une interruption durant les trois premières années de l'administration Reagan, cette entente a permis une véritable cogestion de la scène libanaise. L'exemple le plus frappant en fut la sélection en commun par les dirigeants baassistes et le secrétaire d'État adjoint, M. Richard Murphy, du candidat à la présidence de la République libanaise en 1988. La seconde conséquence est ce que le chercheur israélien Yair Evron appelle le « *dialogue de la dissuasion* » entre la Syrie et Israël, c'est-à-dire une relation maintenue d'un commun accord en deçà du seuil de la confrontation, grâce à un code tacite (avertissements



publics, gesticulation militaire, contacts indirects via Washington)<sup>3</sup>. Inaugurée au printemps 1976, au moment où se préparait l'intervention syrienne au Liban, et matérialisée par la définition de «lignes rouges», cette relation a été restaurée après une interruption en 1981-1982.

C'est précisément par ces enjeux régionaux que les résultats de la guerre du Golfe pourraient affecter la politique syrienne au Liban<sup>4</sup>. Deux hypothèses sont envisageables : que l'après-guerre du Golfe débouche sur l'effacement de l'Irak ; ou que Bagdad conserve, malgré son retrait inconditionnel du Koweït, une partie de sa puissance, affaiblissant la position syrienne dans la région, notamment au Liban, qui risquerait alors de sombrer dans une nouvelle dynamique de violence.

Mais M. Hafez El Assad mise évidemment sur la première hypothèse, attendant de sa participation à la coalition contre M. Saddam Hussein un rôle dans la définition du futur équilibre régional, notamment une confirmation de sa position au Liban. Pourtant, si la principale puissance arabe était détruite, si l'OLP était définitivement mise à l'écart et si Israël se renforçait de manière substantielle, on ne voit pas à quoi servirait encore aux yeux des Etats-Unis une Syrie dont la politique régionale n'a eu pour autre raison d'être, depuis la guerre d'octobre 1973, que de gérer l'instabilité et qui, de surcroît, ne peut plus miser sur l'aide militaire soviétique. Sa position au Liban serait alors des plus précaire, sans que cela signifie forcément que le pays échappe à la désunion qui l'a miné depuis plus de quinze ans.

## **Samir Kassir\***

\* Journaliste libanais

---

<sup>3</sup> *War and Intervention in Lebanon: The Israeli-Syrian Deterrence Dialogue*, Croom Helm, Londres, 1987.

<sup>4</sup> Lire Elizabeth Picard, « La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales » *le Monde diplomatique*, octobre 1988.



<b>Id-Reference</b>	<b>91-Pr-000605</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Au Liban, fragile domination syrienne
<b>Subtitle</b>	Convaincre
<b>Section</b>	Le Golfe en feu
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	Le Monde Diplomatique
<b>Page</b>	11
<b>Date</b>	Mars 1991
<b>Author</b>	Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Michel.Aoun – Elias.Hraoui – Président.Sleiman.Frangié – Omar.Karamé – Selim.Hoss – Elie.Hobeika – Hafez.Assad – Walid.Joumblatt – Assaad.Hardan – Sleiman.Frangié – Abdallah.Amine – Nabih.Berri – Michel.Murr – Sami.Khatib – Farès.Boueiz – Rachid.Karamé – Samir.Geagea – Georges.Saadé - Ronald.Reagan - Richard.Murphy – Yair.Evron – Saddam.Husseïn
<b>Locations</b>	Liban – Proche.Orient – Beyrouth – Damas – Zahlé – Irak – Chouf – Montagne – Syrie – Kesrouan.Jbeil – France – Université.Américaine.Beyrouth – Israël – Saïda – Tyr – Koweït – Sud.Liban – Etats.Unis – Union.Soviétique - Washington
<b>Dates</b>	1977 – 1983 – 13 :10 :1990 – 1989 – 1982 – 1988 – 1976 – 1987 - .. :01 :1991, 13 :10 :1975.1976 – 1981 - 1982
<b>Themes</b>	Crise.Libanaise – Liban – guerre.Libanaise – Proche.Orient – guerre.Golfe – Grand.Beyrouth – armée.syrienne – Michel.Aoun – frontière.syrienne – armée – musulmans – chrétiens – accord.Taëf – second.République – dirigeants.Libanais – troupes.Damas – soldats.syriens – arrestations.partisans.Aoun – histoire.guerre.Liban – parti.phalangiste – Elias.Hraoui – Chouf – milice.chrétienne – Forces.Libanaises – armée.israélienne – guerre.civile – crise.Golfe – volonté.Damas – pouvoir.Libanais – Syrie – accord.tripartite.1985 – mouvement.Amal – Parti.Joumblatt – Parti.syrien.nationaliste.social – Baas.pro-syrienne – milice.Amal – communauté.chiite – Omar.Karamé – Beyrouth.Est – Parti.socialiste – Communauté.druze – offensive.syrienne.13.octobre – hégémonie.syrienne –



	partisans.Hezbollah – services.renseignement.syriens – domination.syrienne – OLP – réfugiés.palestiniens – Sud.Liban – armée.Libanaise – Israël – Hezbollah – politique.syrienne.Liban – politique.palestinienne – dirigeants.Baassistes – intervention.syrienne – lignes.rouges – guerre.octobre.1973 – emprise.syrienne.Liban
<b>Subject</b>	Etat « terroriste » naguère pour Washington, la Syrie est devenue un important « allié » dans la guerre du Golfe. Les puissances occidentales ont accepté de fermer les yeux sur l'emprise de Damas sur le Liban où un calme relatif s'est instauré. Le jeu syrien peut-il durer ? Les atouts du président Hafez El Hassad demeurent précaires et il ne plus compter sur l'aide militaire soviétique.